

## L'Écologie : antidote au vent mauvais

Après avoir marché dans la nuit comme des somnambules, nous voilà entrés de plain-pied dans un cauchemar éveillé. Le massacre du peuple syrien à **Alep** comme dans d'autres villes par les « bouchers » Bachar Al Assad et Vladimir Poutine, l'entrée de la **Turquie** dans une dictature islamiste ultra répressive, le glissement de **l'Europe de l'Est** vers des régimes xénophobes et liberticides et l'impuissance de l'Union Européenne, terrassée par le **Brexit**, à répondre à ces crises nous entraîne dans un chaos géopolitique dont on ne voit pas d'issue. La victoire de **Donald Trump** malgré ses sorties sexistes, racistes et xénophobes, celle de **François Fillon** et son programme ultra-libéral et réactionnaire sur le plan sociétal, signent d'autre part le triomphe du repli et de la peur.

**Ces succès traduisent un ras-le-bol des élites**, une revanche des périphéries sur les centres combinée à un réflexe de réaction ultime et organisée des défenseurs de l'ordre et des valeurs traditionnelles.

À cela s'ajoute le « balayage » des « sortants » en France, soit par les urnes comme pour l'ex-président Nicolas Sarkozy lors du premier tour de la primaire de la droite, soit par empêchement comme pour le Président François Hollande en incapacité même de se représenter, ce qui est une première au cours de la 5<sup>e</sup> République. Cela traduit une aspiration au renouvellement de la vie politique et un rejet des politiques d'austérité et de régression sociale bafouant le dialogue social. C'est aussi cela qui a entraîné la chute de Matteo Renzi en Italie, fragilisant un peu plus l'avenir européen avec le spectre d'élections anticipées et d'une victoire du mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo.

Christophe Guilluy décrit, dans *Le crépuscule de la France d'en haut*, une « lente désaffiliation sociale et culturelle des classes populaires » de plus en plus isolées et qui rejettent en bloc « la classe politique, de la droite, de la gauche et des syndicats » alors que « la défiance à l'égard des médias et des experts et plus généralement de la parole d'en haut atteint des sommets ».



Dans un ciel terriblement gris, il faut voir aussi quelques éclaircies comme en Autriche où un président écologiste et humaniste a été élu face au représentant du FPÖ xénophobe et nationaliste.

À l'heure où les thèses que nous défendons dans le désert sont validées par les scientifiques et font la une des journaux, à l'instar de l'épidémie de cancers liés notamment à des facteurs environnementaux, ou de la 6<sup>e</sup> extinction du vivant et de la biodiversité, la matrice écologique doit irriguer ce nouveau monde en gestation et offrir un débouché politique pour transformer réellement nos sociétés. Notre écologie est celle qui alerte, qui agit, qui protège, et qui transforme. C'est celle de la justice contre les inégalités sociales et environnementales, celle de l'intérêt général et des Biens communs face aux lobbies. Notre écologie est celle de la prévention des conflits, de la construction d'une paix juste et durable. Notre écologie est celle d'une République métissée qui aime ses diversités, qui sait accueillir les victimes de guerres et qui lutte avec acharnement contre tous les racismes et toutes les discriminations.

**Notre écologie est celle qui s'attaque aux fractures sociales, territoriales, générationnelles, et sanitaires.**

Notre monde en plein chaos peut accoucher du meilleur comme du pire.

**À nous de le faire basculer du bon côté** en se fondant sur les principes de la responsabilité et de la solidarité planétaire et d'une citoyenneté dépassant le cadre étiqué des États-Nations.

**Ensemble, l'avenir nous appartient ! Les solutions sont à portée de main. Le monde des communs est en marche.**

« La France est aujourd'hui peuplée de citoyens invisibles, que l'on n'écoute pas et qui désespèrent d'être les victimes d'une globalisation qui accroît le chômage et la précarité, délite les services publics et la protection sociale, fracture nos territoires, menace même notre santé et l'école, le dernier ciment de la cohésion sociale. Ces personnes sont invisibles car personne n'ose s'attaquer frontalement à ces questions essentiellement sociales. Où alors ils y répondent à travers l'angle identitaire, ce qui est dangereux.

Nous n'en pouvons plus d'entendre à longueur de journée la nouvelle « pensée unique » des Zemmour, des Finkielkraut, des tenants d'une France rance, des déclinistes. Le monde change. Ne vivons pas sur la nostalgie de « la France d'avant » même si le maintien des cultures et des traditions locales est essentiel. L'obsession identitaire se substitue aux questions sociales et écologiques. Le retour au religieux, à l'ethnicisme, au nationalisme fait partout reculer l'esprit critique et l'humanisme. Elle met la société sous tension. *L'enjeu actuel dans notre société est de savoir comment créer du commun en respectant entre autres les différences culturelles.*

**Notre responsabilité collective est de répondre à l'anxiété et à la colère de ces invisibles.** Sans se renier en faisant appel aux bas instincts du repli identitaire, de la peur et de la fermeture à l'autre. Mais en répondant aux excès du modèle libéral avec son cortège de financiarisation folle de l'économie et de précarisation et de mise en concurrence des travailleurs.

En **répondant aussi à la crise démocratique** qui est à la fois une crise de la représentation, une crise de confiance désunissant les gouvernants et les gouvernés et une crise de légitimité des décisions des « représentants ».

La réponse à cette crise passe par la moralisation de la vie publique, l'oxygénation de nos institutions et des élus, l'articulation du temps court des élections et du temps long qu'exigent les enjeux (écologiques et climatiques notamment) et la régénération de notre imaginaire démocratique et républicain. Et nous serons pour notre part toujours du côté de ceux qui marchent contre le vent ; ceux qui croient au progrès, à un monde de paix, de justice, de solidarité et de partage.

Jamais autant de citoyens ne se sont investis dans le champ associatif, des nouvelles générations de militants se mettent en mouvement pour mettre en place la transition écologique à chaque échelon territorial, des jeunes et des paysans résistent contre les grands projets inutiles, les collectifs citoyens foisonnent...



### HOMMAGES

#### À RÉMI FRAISSE

Cela fait 2 ans que la vie du jeune botaniste Rémi Fraisse a été fauchée par les forces de l'ordre et les consignes de fermeté du gouvernement pour défendre un aberrant projet inutile de plus à Sivens. Une pensée émue pour lui et sa famille. Le sang d'innocents ne doit plus couler. Nous n'oublierons jamais Rémi Fraisse. En son honneur et sa mémoire, j'affiche la renonculée à feuilles d'ophioglosse qu'il étudiait et souhaitait protéger. Le nom de cette plante m'inspire d'ailleurs une pensée : quand on renonce, c'est la nature qui recule.

#### À MALIK OUSSEKINE, TUÉ IL Y A 30 ANS

Il y a 30 ans était tué, sous les coups de « voltigeurs » de Pasqua, le jeune Malik Oussekine. Sous le gouvernement de Manuel Valls et de Bernard Cazeneuve à l'Intérieur, et comme l'atteste la répression qui s'est abattue sur les dernières manifestations contre la loi Travail ou pour évacuer les zadistes combattant les grands projets inutiles, un changement de paradigme s'est produit dans les interventions policières et les mêmes méthodes réapparaissent. Nous sommes passés d'une stratégie défensive, évitant le contact au maximum, à une stratégie offensive d'intervention disproportionnée par rapport à la nature de la violence de quelques groupes de manifestants face à des cortèges ultra-majoritairement pacifistes, doublée d'une stratégie de la tension à peine masquée.

### VERBATIM

Théodore MONOD

« La civilisation, la vraie, se construit non sur des complicités faciles, des démissions, des esclavages mais sur des refus, des ruptures. »

Antoine de SAINT-EXUPÉRY

« L'avenir, tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre »

2017 est une année très importante pour nous tous ; j'espère que l'intelligence collective prendra le dessus sur nos peurs et nos angoisses. À nous de faire partager notre projet de l'écologie politique et porter haut nos valeurs !



# Au Parlement européen - mes dossiers clés

## Plaidoyer pour les sciences citoyennes

**Les sciences citoyennes, autrement appelées sciences participatives ou même collaboratives, ont connu un essor phénoménal ces dernières années.**

**Favoriser le dialogue et le rapprochement entre la recherche et les citoyens porte de nombreuses vertus que les écologistes doivent promouvoir.**

Ce concept n'est pas nouveau : les amateurs de champignons ou d'oiseaux partagent depuis longtemps leurs observations avec des chercheurs spécialisés en mycologie ou en ornithologie. Mais depuis l'arrivée du web et des technologies permettant aux chercheurs et chercheuses de gérer de très grandes bases de données ou aux citoyens en général de contribuer directement à des sites web (via le crowdsourcing, c'est-à-dire la production participative), la contribution de ces amateurs de science à la recherche scientifique a pris une dimension extraordinaire dans des domaines tels que la biologie, l'astronomie, la génomique ou même les mathématiques.

Dès lors, il est facile de comprendre un tel engouement : l'utilisation de la créativité, de l'intelligence et du savoir-faire d'un grand nombre de personnes permet d'améliorer et de dépasser les résultats scientifiques que l'on pourrait obtenir en ne s'appuyant que sur le travail d'un nombre limité de chercheurs.

Il faut aussi se rendre compte qu'aujourd'hui les nouvelles technologies d'information et de communication permettent de repousser encore plus loin la participation des citoyens,

surtout quand l'on prend conscience que les smartphones actuels ont une puissance de calcul trois fois supérieures aux super-ordinateurs les plus puissants des années 1980. Comme toujours, l'apport d'une technologie pour la société dépend de son usage, et force est de constater que nous les utilisons parfois à contre-emploi : un smartphone n'est smart que s'il est employé intelligemment !

Par ailleurs, et c'est important de le remarquer, les sciences citoyennes permettent de participer au décloisonnement de la recherche : trop longtemps les scientifiques ont été méfiants et sceptiques quant à l'ingérence citoyenne dans leurs recherches. Ce scepticisme a créé un fossé entre la société et le monde de la recherche, la discréditant d'office pour certains esprits mal avisés : l'absence de transparence provoque la défiance, comme le démontrent les différentes théories du complot qui prennent de plus en plus de place dans le débat public. Faire sortir les chercheurs de leur tour d'ivoire, les faire quitter une certaine zone de confort permet inévitablement de questionner leur activité dans l'intérêt général. Cette interaction, ce regard critique et novateur sont des sources d'améliorations potentielles dans leurs travaux.

À l'évidence, les financements publics de la recherche impliquent par ailleurs d'accepter des orientations générales de la part des responsables politiques et d'être à l'écoute des demandes de la société. C'est pourquoi certains organes de coopération sont mis en place entre le monde politique et scientifique, avec des succès à géométrie variable.

L'exemple le plus parlant d'application sur smartphone est la mesure de pollution de l'air effectuée en Grande Bretagne, ainsi que la pollution par le pollen.

À vrai dire, on peut même considérer que mon engagement politique est né des sciences citoyennes, puisqu'à l'origine de mon parcours politique se trouve la dénonciation du mensonge de l'État français sur Tchernobyl, qui affirmait que le nuage

radioactif s'était arrêté à la frontière française. Vous pouvez en rire aujourd'hui, mais à l'époque cette parole était officielle et personne n'était en capacité de la contester, puisque les données radiologiques étaient confidentielles, pour ne pas dire secret défense. C'est en constatant que les autres États voisins avaient pris des dispositions sanitaires spécifiques sur certains aliments qu'avec des groupes de citoyens nous avons fait des prélèvements et analysé nos échantillons. Ceci a confirmé nos doutes à l'encontre de cette vérité officielle. Professeur de biologie de formation, j'avais emprunté du matériel là où je pouvais afin d'effectuer ces relevés radiologiques. Mes doutes confirmés, j'ai lancé avec d'autres amis le premier laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité, la Criirad. Et la France entière a pu découvrir à quel point le lobby nucléaire conditionnait non seulement notre politique énergétique, mais aussi notre droit de savoir.

Au Japon, suite à l'accident nucléaire de Fukushima, il s'est passé le même problème. Des citoyens qui s'étaient équipés de compteur Geiger ont remarqué que les données dont ils disposaient ne correspondaient pas aux données officielles fournies par le gouvernement. Ces citoyens-capturs ont ainsi pu faire une cartographie de la radioactivité que même le gouvernement japonais n'aurait pas été capable de réaliser, faute de ressources humaines et de volonté politique suffisantes.

Les sciences citoyennes peuvent ainsi devenir un moyen de contrer la capture réglementaire et scientifique par des intérêts privés. Aujourd'hui, la majeure partie des études scientifiques, qui conditionnent l'action politique et législative, dépendent d'études réalisées par des lobbies qui les gardent confidentielles. C'est pourquoi je crois qu'il



J'ai organisé une rencontre sur ce sujet au Parlement européen

faut aussi voir les sciences citoyennes comme un formidable exercice d'éducation populaire et de démocratie participative.

Gardons le bien à l'esprit : la science conditionne l'avenir de nos sociétés. Les choix scientifiques que nous faisons aujourd'hui engagent les générations futures, il ne faut pas que l'innovation soit seulement guidée par la logique de profits. Il faut associer les citoyens pour définir l'acceptabilité sociale des nouvelles technologies. Il faut arrêter de croire que chaque problème induit par une technologie donnera inéluctablement lieu à une innovation technologique qui réparera ou compensera les erreurs passées. Il faut réfléchir dès aujourd'hui à la recherche pour éviter de regretter nos choix technologiques plus tard.

Entre le politique, la science et le citoyen, il faut passer d'une logique de défiance à une logique de confiance. Il faut associer la société civile et les citoyens à la prise de décision. Il ne faut pas seulement leur permettre de participer aux débats, il faut aller plus loin que leur demander une contribution qui ne sera qu'une caution démocratique à des décisions illégitimes.

## Glyphosate : notre combat pour la transparence continue

**En mars 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), organe de l'OMS, évalue le glyphosate, la substance active de l'herbicide le plus vendu au monde, et estime que cette substance active de l'herbicide le plus vendu au monde, le RoundUp de Monsanto, est «probablement cancérigène». En novembre de la même année, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) affirme de son côté le contraire.**

Il serait « improbable » que le glyphosate soit cancérigène selon l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Problème : l'EFSA se fonde sur des études non disponibles car détenues par l'industrie, et la plupart des experts externes de l'Autorité restent inconnus. Une opacité que nous n'avons pas pu tolérer avec trois autres collègues écologistes au Parlement européen. Benedek Jávor, Heidi Hautala, Bart Staes et moi-même avons alors demandé, comme la législation européenne nous y autorise, à ce que les études secrètes soient mises à la disposition du public.

Notre requête n'a pas plu au géant de l'agrochimie Monsanto qui s'est plaint auprès de l'EFSA. La publication des 82 études coûterait environ 15 millions d'euros de dommages aux 24 entreprises qui demandent la réautorisation du glyphosate, selon la multinationale du glyphosate. Bien sûr, Monsanto ne mentionne pas quel sera le prix de l'opacité pour notre environnement et notre santé.

Monsanto et ses compères proposent alors une bien belle farce qui nous a déjà été offerte dans le cadre du TAFTA (traité de libre-échange UE-USA) : ouvrir une salle de lecture pour avoir accès aux 82 études. Une salle dans les locaux de l'industrie dans laquelle il serait impossible de prendre des photos.

J'ai visité cette salle et je peux affirmer que beaucoup de données importantes ont été noircies par l'industrie. Certaines d'entre elles n'avaient ni auteurs, ni laboratoires de précisions. Cette transparence en trompe-l'œil ne nous a pas satisfaits et nous avons annoncé à l'EFSA que si elle ne fait pas toute la transparence dans cette affaire, nous la poursuivrons devant la Cour de Justice de l'UE.

Nous avons manifesté pour que les études sur le glyphosate soient publiées





## Mercure dentaire : une interdiction partielle a été actée

**La Commission européenne avait soumis un texte au Parlement européen pour adapter la législation de l'UE à la Convention de Minamata sur le mercure. Le Parlement européen a réussi à mettre la pression sur l'exécutif européen pour trouver un accord plus ambitieux.**

Le mercure est considéré par l'OMS comme l'un des dix produits chimiques extrêmement préoccupants pour la santé publique. Les négociations ont été difficiles avec les États-membres. Les écologistes et beaucoup de mes collègues au Parlement européen souhaitaient qu'on interdise le mercure dentaire dans toute l'Europe d'ici la fin 2022 mais les États-membres n'ont pas voulu. Ils ont aussi refusé d'accepter qu'on repousse cette interdiction à 2030.

En revanche, nous nous réjouissons d'avoir obtenu l'avancée suivante : il sera interdit de recourir aux amalgames dentaires à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018 sur les enfants de moins de 15 ans et sur les femmes enceintes et allaitantes. De même, à partir de janvier 2019,

les cabinets de dentistes auront l'obligation d'utiliser des amalgames encapsulés pré-dosés ainsi que des séparateurs pour éviter de contaminer les eaux usées.

Nous avons également réussi à imposer à la Commission l'idée de fixer une date précise pour en finir avec l'utilisation du mercure comme catalyseur pour produire du biodiésel, comme le font les sociétés Evonik et BASF en Allemagne.

La dentisterie utilise annuellement environ 75 tonnes de mercure, soit 24% de l'utilisation totale de mercure dans l'Union européenne. Une grande partie de ce mercure se retrouve ensuite dans l'eau. La dentisterie



Avec les représentant-e-s de l'Alliance mondiale pour une dentisterie sans mercure

arrive en deuxième position pour l'utilisation du mercure, après l'industrie du chlore et de la soude, qui devra définitivement l'abandonner en 2017.

Dans l'UE, les alternatives aux amalgames dentaires ont pourtant fait leurs preuves. 66% des restaurations dentaires se font déjà sans mercure et la Suède s'en est définitivement débarrassé.

## Étiquetage nutritionnel : la double peine pour les consommateurs

**ALORS QU'UNE ÉTUDE DE 2015 MONTRAIT QU'IL EXISTE DÉJÀ UN SYSTÈME D'ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL CLAIR POUR LES CONSOMMATEURS, LE MINISTÈRE A DÉCIDÉ, SOUS LA PRESSION DES INDUSTRIELS, DE LANCER UNE ÉTUDE COMPARATIVE DE DIFFÉRENTS ÉTIQUETAGES... AUX FRAIS DU CONTRIBUABLE.**

Fin septembre, une étude en « conditions réelles d'achat » a été lancée par le Ministère de la santé pour comparer 4 systèmes d'étiquetage alimentaire dans 10 supermarchés et avec la participation de 32 entreprises, sous la houlette d'un comité de pilotage et d'un comité scientifique illégitimes. Une initiative lancée sous la pression et organisée par les industriels de l'agroalimentaire mais qui doit être abandonnée, comme nous le demandons dans une pétition qui a déjà récolté plus de 240 000 signatures sur internet, et dont j'ai parlé lors de mon passage à *Cash Investigation* sur France 2.

En effet, cette étude comparative est illégitime et organisée dans des conditions désastreuses. Le Comité de pilotage et le comité scientifique qui supervisent l'étude en conditions réelles sont truffés de conflits d'intérêts. Le co-Président du comité de pilotage n'est autre que Christian Babusiaux, qui est aussi président du Fonds français pour l'alimentation et la santé (FFAS), un fonds financé par les géants de l'agroalimentaire. Quand d'autres membres de ce même comité sont tout simplement des représentants de l'Association nationale des industries alimentaires

(ANIA), ouvertement opposée au logo cinq couleurs. Quant au comité scientifique, le journal *Le Monde* estime que 6 des 10 membres sont en conflits d'intérêts.

Cette étude comparée est illégitime puisque des études indépendantes ont déjà été réalisées et ont montré la supériorité du logo cinq couleurs. C'est le cas d'une étude publiée dans la revue *Nutrients* en août 2015 sur 14 230 adultes pour comparer l'efficacité de quatre étiquetages nutritionnels différents, qui a clairement montré que le logo cinq couleurs est « le mieux compris chez l'ensemble des individus ».

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) ont tiré les mêmes conclusions en 2015. Cette nouvelle étude n'est donc qu'une vaste supercherie organisée par l'industrie agroalimentaire avec la complicité du Ministère de la santé. Nous avons assez perdu de temps sur ce dossier. Il faut maintenant au plus vite mettre en place le logo cinq-couleurs.

Pour signer la pétition : [change.org/OuiAux5C](http://change.org/OuiAux5C)

## Perturbateurs endocriniens : la Commission nous offre l'intoxication



Avec les ONG bruxelloises contre les perturbateurs endocriniens

**Après une première proposition en juin dernier, la Commission européenne a soumis un nouveau projet mi-novembre pour encadrer les perturbateurs endocriniens.**

La logique suivie ne permettra pas de se débarrasser des substances qui dérèglent notre système hormonal et qui se retrouvent aussi bien dans les plastiques, les pesticides et les peintures.

Avec la proposition de la Commission, un perturbateur endocrinien pourra être autorisé si « le risque d'exposition de l'être humain est négligeable. » Cette logique de la Commission est dangereuse et constitue un glissement de l'évaluation du danger vers l'évaluation du risque. Cette proposition de la Commission va à l'encontre du règlement européen sur les pesticides et elle est à nos yeux illégale, ce qui a été confirmé par une expertise juridique du parlement. Les critères de la Commission qui visent à définir une substance comme un perturbateur endocrinien sont extrêmement stricts et remettent en cause le principe de précaution. La Commission a abandonné une de ses idées initiales de qualifier une substance de perturbateur endocrinien même s'il n'est que « présumé » (*presumed*) qu'elle ait des effets adverses. Dans sa nouvelle version qui a fuité, la Commission n'entend reconnaître qu'une substance a

un effet perturbateur sur notre système hormonal que si cela a été démontré (*shows*).

En proposant un tel projet, la Commission s'éloigne de la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui classe les substances en fonction de leur caractère potentiellement perturbateur endocrinien. En effet, elle ne prendra en compte que les substances dont on a démontré les effets sur notre système hormonal. De nombreux endocrinologues et beaucoup d'ONG s'inquiètent de la ligne suivie par la Commission européenne, qui rendra presque impossible de classer des substances comme perturbateur endocrinien.

Alors que début 2013, la Commission s'appropriait à proposer un texte ambitieux et protecteur de notre santé, elle s'est ravisée, probablement sous la pression des États-Unis et du Canada, après que leur industrie se soit offusquée des intentions de l'exécutif européen, comme l'a révélé *le Monde* fin novembre.

La législation européenne autorise les parlementaires à s'opposer à un tel acte : nous n'y manquerons pas !

Pour une meilleure information des citoyens avec un étiquetage alimentaire clair





## Mes actions au niveau national

### BRAVO À YANNICK ET AU RÉVEIL DU PEUPLE DE L'ÉCOLOGIE AVEC NOTRE PRIMAIRE

Je salue celles et ceux qui se sont mobilisé-e-s pour le succès de notre primaire de l'écologie cet automne. Toutes et tous vous avez fait de cette primaire un moment où nous avons su regarder autour de nous, en dehors de notre parti, en nous ouvrant à la société en mouvement qui invente les chemins du monde de demain.

Yannick a gagné. Je lui adresse mes félicitations et tout mon soutien.

La primaire n'était que la première étape de ce pourquoi nous allons toutes et tous œuvrer dans les prochains mois : mettre l'écologie au cœur du débat public. Je suis fière que nous ayons déjà pu mettre en lumière ces dernières semaines les combats qui nous rassemblent.

Pour la bagarre qui s'annonce jusqu'au printemps 2017, vous pouvez compter sur moi pour être derrière Yannick. Contre la politique des renoncements du Parti socialiste au pouvoir, contre les dérives régressives et ultra-libérales et conservatrices du candidat François Fillon et contre le national-populisme de la famille Le Pen.

Pour un revenu de base qui émancipe et nous permet de repenser le travail à l'aune de son utilité sociale, pour une transition énergétique au service des plus démunis et de la planète, pour le partage de la richesse, pour l'écologie qui protège les plus faibles des abus des plus forts.



Ma prise de parole à la suite des résultats du second tour



### Soutien aux Infirmières en lutte face à un hôpital public en faillite

J'étais présente le 8 novembre à la manifestation des infirmières contre la casse du service public hospitalier. L'austérité se traduit par 22000 suppressions de postes, des milliers de fermetures de lits, la mise en place de contrats de travail précaires... Les projets de loi de financement de la sécu et les lois hospitalières (Bachelot et Touraine) ont conduit partout en France à l'affaiblissement et à la fermeture d'hôpitaux et de maternités. Le regroupement autoritaire de 850 établissements en 135 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) met en péril les structures de proximité encore existantes. Ces restruc-

turations sont en fait des destructions minant l'organisation des soins, la santé des patients et du personnel (augmentation des cas de "burn-out" et de suicides chez les professionnels de santé). La destruction progressive du système de santé publique est en fait le résultat brutal de sa privatisation. Les lobbys sont à la manœuvre. Ils rêvent de faire de notre santé un marché où les soins seront de plus en plus coûteux. Et donc de moins en moins accessibles. De nombreuses personnes pauvres ou de la classe moyenne renoncent déjà aux soins. La casse doit cesser.

### François Fillon ou la promesse d'un avenir à la Ken Loach

La primaire de droite a clairement mobilisé le peuple de la droite traditionnelle. François Fillon, le candidat le plus libéral, le plus sécuritaire et le plus anti-social et anti-écologiste triomphe après 5 ans passés à Matignon aux côtés de Nicolas Sarkozy. L'aspiration au renouveau de la classe politique ne semble pas concerner le cœur de la droite conservatrice. Fillon est le chantre de l'injustice fiscale (suppression de l'ISF, hausse de la TVA de 2 points, baisse de la fiscalité sur les sociétés... Il est dans le déni de la crise écologique et climatique proposant la suppression du principe de précaution, la relance du nucléaire et des OGM, la réalisation des grands projets inutiles dont l'aéroport de Notre-Dame des Landes ; c'est aussi l'apôtre de la régression sociale avec la fin des 35h, la baisse de la dépense publique de 110 milliards (combien d'hôpitaux vont être fermés, de postes d'enseignants supprimés ?), le recul de l'âge légal de la retraite à 65 ans, la baisse des minima sociaux, la suppression de 500 000 fonctionnaires... ; c'est une politique sécuritariste dure avec la déchéance de la nationalité, la double peine, l'armement de la police municipale, la création de 12000 places de prisons... C'est, d'autre part, la stigmatisation des immigrés et des musulmans avec la limitation du regroupement familial, la suppression de l'aide médicale d'État, la mise en place de quotas pour les immigrés et d'un contrôle sur le culte musulman, le conditionnement des aides sociales à des critères de durée de résidence ; c'est enfin, suprême régression sociale, la remise en cause de l'héritage de notre État-Providence fondé notamment sur l'égal accès à tous aux soins. François Fillon a dit vouloir supprimer l'aide médicale d'État (AME) dont bénéficient les étrangers en situation irrégulière ainsi que le tiers-payant obligatoire généralisé, qui vient d'être voté avec la loi Touraine. Il prévoit aussi le désengagement dans l'Hôpital public déjà bien malade. Mais surtout, François Fillon veut mettre en place une distinction dans les remboursements des dépenses de santé entre les traitements des maladies graves et de longue durée (qui continueront à être remboursés de la même manière par la Sécurité sociale) et « le reste » qui sera pris en charge par des complémentaires santé privées.

Fillon, c'est le retour à l'ère reagan-thatcherienne et aux chimères ultra-libérales et conservatrices. C'est la promesse d'un avenir à la Ken Loach qui dépeint dans son dernier film («Moi, Daniel Blake») un monde où même la gestion de la misère sociale est privatisée, où le citoyen se retrouve perdu dans un monde kafkaïen où toute protection sociale a disparu.

### Procès Cahuzac

J'ai suivi avec attention le procès Cahuzac lors de son ouverture en septembre. Jérôme Cahuzac symbolise la faillite du quinquennat de François Hollande : faillite des valeurs, de l'éthique, règne de l'argent-roi, des lobbys, des conflits d'intérêts, de la collusion public / privé et de la finance, cet «ennemi invisible» que vilipendait le candidat Hollande au Bourget. Ce procès nous a également appris beaucoup de la collusion entre les laboratoires pharmaceutiques et le pouvoir politique avec des pratiques de financement occulte récurrentes. Je salue la décision de la justice de le condamner à 3 ans de prison ferme.



### À Flamanville contre l'EPR

Le premier octobre, j'ai participé au rassemblement et à la marche organisée par le Collectif anti-nucléaire Ouest qui a réussi à mobiliser plus de 5000 personnes jusqu'à l'entrée du chantier de l'EPR, projet inutile, coûteux et dangereux, pour exiger son abandon, ainsi que la fin du rafistolage en pure perte des réacteurs de 30 ans et plus.





## Réfugiés : visite du camp humanitaire de Grande-Synthe

J'ai visité le camp de la Linière à Grande Synthe mis en place par Médecins sans frontières et le maire écologiste Damien Carême. Il faut développer ces centres d'accueil humanitaires en mettant en place un dispositif d'accueil et de transit de 400 à 500 places dans toutes les grandes villes de France.

C'est ce que j'ai pu dire à la presse venue en nombre pour couvrir cette visite ; des solutions sont possibles pour accueillir dignement les réfugiés !



## 30 ans de la Fondation France Libertés :

### remise du prix DANIELLE MITTERRAND À ALTERNATIBA

Fin novembre, j'ai remis le prix de France Libertés (dont je suis administratrice) au collectif citoyen Alternatiba, ces ambassadeurs du monde de demain et ces éclaireurs de la transition écologique. L'occasion pour moi d'honorer un collectif né il y a 3 ans d'un pari fou depuis Bayonne afin d'initier une mobilisation sans précédent en France pour la COP 21 et au-delà. De Bayonne à Paris, en passant par les routes de France et d'Europe, une génération pour la justice climatique est née, créant des villages décentralisés pour faire connaître les alternatives au dérèglement climatique et en luttant via des actions directes non violentes contre les banques et les multinationales des énergies fossiles. Depuis 3 ans, Alternatiba a fédéré des milliers de personnes, souvent de jeunes gens sans passé militant qui ont travaillé pendant des mois pour construire et réussir une mobilisation climat digne de ce nom, malgré un contexte très dur d'état d'urgence post attentats. Alternatiba a montré que concrètement



Aux côtés de Vandana Shiva lors de cette soirée

la société civile veut s'emparer de l'enjeu climatique en sensibilisant à tous les niveaux territoriaux les citoyens, les élus, les acteurs de la transition aux changements tangibles à mettre en œuvre pour faire face au bouleversement climatique. Cette génération en marche nous éclaire sur le monde de demain, nous montre que la sobriété peut être heureuse, conviviale et fraternelle et que les solutions existent pour éviter de tomber dans le chaos climatique.

## Sortir du nucléaire: ce n'est plus une option, c'est une nécessité

**Longtemps les écologistes ont mis en avant leur rejet du nucléaire pour des raisons éthiques et humanistes, le nucléaire civil allant de pair avec le nucléaire militaire et le « risque zéro » d'accident n'existant pas.**

Aujourd'hui, après avoir sous-estimé constamment les coûts et protégé l'industrie à tout prix, l'équilibre budgétaire de la filière est rompu à cause d'une complaisance devenue injustifiable.

Minorer le risque, c'est ce qu'a fait l'État français depuis la création du parc nucléaire. Et le scandale actuel entourant la certification de pièces -pourtant non-conformes aux exigences de sûreté - fait planer sur la France un doute aussi inquiétant que le nuage de Tchernobyl. Pour cette raison (et quelques travaux de maintenance classique), un tiers des réacteurs français sont actuellement déconnectés du réseau, ce qui n'est pas sans soulever le risque d'un black-out électrique.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de minimiser les dégâts économiques d'une filière exsangue et caractérisée par une singularité qui devrait être le pire cauchemar des experts de Bercy. En effet, le nucléaire est la seule technologie énergétique dont les coûts augmentent dans le temps. À tel point que les antinucléaires ont pu réviser la fameuse « règle de trois » en l'adaptant au nucléaire: pour connaître l'investissement final il suffit de multiplier par trois l'estimation initiale. Le coût de l'EPR est passé de 3 à 9 milliards, le projet Cigéo de 14 à 36 milliards et je ne parle pas du coût du démantèlement qui a

tout autant été minoré (une comparaison de la Cour des Comptes avec d'autres pays a démontré que la France sous-évaluait le démantèlement d'un facteur 1,4 à 3,4). Cette explosion des coûts ne doit pas nous faire oublier pour autant que l'ensemble de la R&D avait été assurée par l'État et qu'en cas d'accident nucléaire, ce sera au contribuable de régler la facture. Ni même que notre dépendance à l'uranium nous empêche d'avoir une quelconque indépendance énergétique.

Malgré ce constat alarmant, je reste optimiste, car je vois avant tout dans cette crise une opportunité de changer de modèle électrique. Le moment est aussi propice qu'historique: soit nous prenons le risque d'allonger la durée d'activité des centrales, soit nous décidons d'étaler la fermeture progressive du parc nucléaire français sur 20 ans, pour un coût équivalent. Et sans risquer un accident nucléaire !

Et face à une filière aussi moribonde, les chiffres des énergies renouvelables ne peuvent que nous interpellier. Depuis 2009, le coût du solaire photovoltaïque a baissé de 80% et celui de l'éolien de 40%, et à chaque doublement de la capacité de production installée, les prix de ces énergies baissent grâce aux économies d'échelle et aux avancées technologiques. L'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) estime pour sa part que d'ici 2025, les coûts du photovoltaïque pourraient diminuer de 59% (35% pour l'éolien offshore, 26% pour l'éolien terrestre). Face à l'immobilisme de l'État, la révolution énergétique est pourtant bien entamée : l'an dernier 90% des nouvelles sources d'électricité provenaient des énergies renouvelables. En 2013, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (Ademe) annonçait - à la surprise générale de l'opinion publique - qu'un mix 100% électrique renouvelable français était possible à l'horizon 2050. Alors on attend quoi pour fermer nos vieilles centrales et créer de l'emploi en investissant dans la transition écologique ?

## CONCLUSIONS DE LA CONCERTATION SUR LES VACCINS

### « La vaccination ça ne se discute pas » (Marisol Touraine)

Fin novembre ont été rendues les conclusions de la concertation citoyenne autour de la rénovation de la politique vaccinale. En début d'année, nous avons dénoncé la supercherie de ce débat public piloté par une agence sous tutelle de l'État et qui mène dans le même temps des campagnes de communication pro-vaccination, avec un comité d'organisation de ce débat aux ordres de la Ministre, un comité d'orientation dirigé par un proche de Marisol Touraine... Nous redoutions une opération de propagande pour inciter les Français à se vacciner, en occultant totalement toute réflexion sur la question de la balance bénéfices/risques et des conflits d'intérêts. Force est de constater que nous avons été servis.

Aujourd'hui, 4 Français sur 10 sont sceptiques quant aux bénéfices de la vaccination. La France, berceau de la vaccination avec Pasteur, est devenue le pays le plus méfiant d'Europe.

Certes, le comité évoque une exigence de transparence des principaux acteurs concernés par la vaccination et une timide reconnaissance des victimes des vaccins et leur indemnisation...

Le rapport de conclusion propose que la vaccination soit déclarée comme grande cause nationale et préconise notamment « un élargissement temporaire du caractère obligatoire des vaccins recommandés de l'enfant, assorti d'une clause d'exemption et de leur gratuité ». Cela signifie que certains vaccins aujourd'hui recommandés pourraient devenir obligatoires. Autre proposition du comité, ces vaccinations obligatoires devront être prises en charge intégralement par l'Assurance maladie. D'autre part, le comité affirme qu'« il devrait être possible de lever le statut obligatoire et fonder la vaccination sur la compréhension de son intérêt par tous tant à titre individuel que collectif »,

explique le comité. Mais dans un second temps bien sûr.

Enfin, le comité suggère « que le futur comité technique de vaccination de la Haute Autorité de Santé réexamine les indications et étende aux jeunes garçons » la recommandation de vaccination du Gardasil et du Cervarix (les deux vaccins contre les papillomavirus -HPV). Ce projet est aberrant. Nous réclamons depuis des années la mise en place d'un moratoire sur le Gardasil. Des indices inquiétants s'amoncellent, avec des dizaines de décès et des milliers de pathologies graves qui pourraient lui être imputables. La décision d'étendre la vaccination contre le papillomavirus doit être suspendue, et des études indépendantes sur l'opportunité de cette vaccination doivent être diligentées au plus vite.

Le comité évacue les vrais questions qui fâchent et qui seraient de nature à restaurer la confiance des citoyens envers les vaccins : la remise sur le marché d'un DTP sans aluminium ; la mise en conformité de notre droit avec la loi Kouchner de 2002, qui garantit la

liberté de choix thérapeutique des patients en supprimant l'obligation vaccinale ; la fin des conflits d'intérêts par la mise en place d'un pôle d'experts indépendants commun à toutes les agences de santé ; le renforcement de la pharmacovigilance dont le déficit produit des scandales sanitaires comme dans l'affaire du Rotateq et du Rotarix ; le développement de la recherche publique et celle sur les adjuvants alternatifs et sûrs (notamment phosphate de calcium) qui doit être encouragée.

Les conclusions de la concertation sur la vaccination sont une véritable provocation. Nous devons sortir des prises de position dogmatiques, de l'emprise du lobby pharmaceutique, de la minoration des effets secondaires et du développement de la vaccination comme nouvel eldorado pour compenser la panne d'innovation thérapeutique dans le domaine médicamenteux. C'est à cette seule condition que la population française adhérera de nouveau à une politique vaccinale adaptée à son temps.



## Sur le terrain

### Boues rouges : manifestations, interpellations, pétition. Le combat continue !

Sur le dossier des boues rouges, les derniers rebondissements ont consisté à interpellier les candidats à la primaire de l'écologie, dont je faisais partie, ainsi que les candidats à la primaire de la droite. Face aux 350 000 signataires de la pétition sur [change.org](http://change.org) appelant à cesser les rejets toxiques dans le Parc national des Calanques, j'ai souhaité apporter une réponse complète que vous pouvez retrouver sur [change.org](http://change.org). En voici des extraits.

Mon but n'étant pas de m'opposer sans proposer d'alternative, il est de mon devoir

de partager avec vous le fruit de mes recherches : il existe bel et bien une solution technologique bien plus vertueuse, le procédé Orbite développé par une société canadienne Orbite Alumina Inc. Tout d'abord ce procédé permet de meilleurs rendements de récupération d'alumine (et donc une pollution moindre à production égale) ; il pourrait donc se substituer au procédé Bayer. Mieux, le procédé Orbite permet de traiter directement les boues rouges. Dès l'application commerciale du procédé Orbite, il faudra l'appliquer à l'usine de Gardanne.

#### L'usine Alteo de Gardanne, exemple flagrant de l'application du principe pollueur-payé

Je ne veux plus entendre les fadaïses des communicants d'Alteo. Les dirigeants successifs de l'usine ont toujours agi dans l'intérêt privé plutôt que l'intérêt général, avec une complicité à peine dissimulée de l'État et des élus de la circonscription.

Le groupe Pechiney a construit cette usine en 1893, c'est presque un monument historique. Au début les résidus étaient stockés sur place, les préoccupations écologiques n'ayant fait leur apparition que par la suite... et non sans raison. Mais quand il a été décidé en 1966 de rejeter les effluents en mer, c'était surtout pour des raisons logistiques : il devenait impossible de stocker les déchets à même le sol, le terrain manquait. C'est là qu'a débuté l'épisode que vous connaissez.

Mais en 1976, la France ratifie la Convention de Barcelone pour la protection de la Méditerranée. Il devient donc obligatoire pour l'État de commencer à se questionner sur l'avenir des rejets en mer, dont on n'imaginait pas (ou l'on ne s'interrogeait pas du tout ?) l'impact écologique. Et ce n'est qu'en 1996 que l'État se décide enfin à... donner une dérogation supplémentaire de 20 ans pour que les rejets cessent.

Pour tenter d'y parvenir, les élus locaux et l'État ne ménagent pas leur peine et caressent les dirigeants dans le sens de la bauxite. Et aux frais du contribuable s'il vous plaît, puisqu'un tel scandale n'arrive jamais seul. Des compromis (aides et dérogations) semblent avoir été trouvés pour que l'entreprise se décide à investir. Tout d'abord un député du coin parvient à faire réduire la redevance eau de l'entreprise en 2012, passant ainsi de 13 à 2,6 millions d'euros. Mais aussi une jolie subvention de 15 millions d'euros de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse visant à financer pour moitié les filtres-presses visant à séparer les effluents liquides des rejets solides de l'usine.

Bref, sans cet argent l'usine aurait fermé. Et c'est la dernière fois que nous devons nous compromettre ainsi. La dérogation accordée jusqu'en 2022 pour les effluents toxiques (mais qui ne sont plus rouges, quelle réussite !) est illégitime et nous devons continuer à faire pression pour l'annuler et forcer ainsi l'industriel à revoir ses procédés de fabrication. Et ce d'autant plus que les rejets actuels dépassent toujours les normes en vigueur et surtout impliquent que la diminution des rejets marins induit inéluctablement une augmentation du stockage terrestre des poussières de production issues des filtres-presses.

#### Mes propositions pour mettre fin au scandale des boues rouges et préserver notre santé et nos ressources

Face à de tels constats, voilà les solutions que je préconise :

- Mettre en place l'application stricte du principe pollueur-payeur pour responsabiliser les industriels afin qu'ils préviennent les dégâts sur la santé et l'environnement.
- Arrêter l'entreposage des résidus solides et poussiéreux sur le site de Mange-Garri pour protéger la santé des riverains, et empêcher le public et les animaux d'y accéder par des barrières.

➤ L'entreprise doit mettre en œuvre tous les moyens possibles pour être en-dessous des seuils autorisés pour les rejets liquides.

➤ Si dans les 6 ans de répit accordé, l'entreprise ne met pas en place le procédé Orbite (ou toute autre solution technologique convenable) pour traiter les boues rouges, il faudra fermer l'usine. Aux centaines d'emplois qui seront perdus, j'oppose les centaines d'emplois que nous pourrions créer dans l'éco-tourisme local suite à la fin des pollutions.



Devant Matignon avec l'élu parisien Jérôme GLEIZES, j'ai invité Manuel VALLS à boire un verre de boues rouges !

### La Création de la Maison de l'Europe Drôme Ardèche



À l'automne 2016, après 4 ans et demi d'existence, c'est le moment de la transformation pour le Club Europe Sud Rhône-Alpes, créée avec les CCI de la Drôme et de l'Ardèche. Cette association unique se mue en Maison de l'Europe Drôme Ardèche ; un nouveau défi pour élargir les sujets européens abordés sur le territoire et s'associer avec de nouveaux partenaires. Je suis présidente fondatrice de cette Maison, au côté du président sortant de la CCI de la Drôme, Joël ROQUES. La nouvelle Maison se portera candidate pour porter le label Europe Direct dès 2018, afin de «relocaliser» la gestion administrative et financière de ce centre d'information européen, basé à Valence depuis 2015 mais piloté depuis Lyon.

Lors du lancement de la Maison de l'Europe le 28 Novembre au soir, de nombreuses personnes étaient présentes, aux profils très différents (des représentants de comités de jumelages, de centres

sociaux, de collectivités, d'associations, des enseignants et formateurs...) et venant de toute la Drôme Ardèche.

Les discussions ont été riches, et un objectif commun est ressorti : parler plus et mieux d'Europe sur le territoire, et la défendre face à la montée des extrémismes et du repli sur soi, tout en voulant transformer cette Europe.



Contact : Mon bureau à Valence ou Anna GASQUET  
[europedirect.sudrhonealpes@gmail.com](mailto:europedirect.sudrhonealpes@gmail.com)



## Manifestation devant Bayer à Lyon : non à la fusion avec Monsanto !

Le 14 Octobre, à l'occasion de l'ouverture du tribunal citoyen et du vrai-faux « procès » contre Monsanto à La Haye, et afin de rappeler aux médias et aux citoyens la catastrophe que représente la fusion entre Bayer et Monsanto, j'ai organisé une action devant le siège de Bayer à Lyon. Après avoir brandi symboliquement des épis de maïs et des bidons de Round Up pour contester la main-

mise de Monsanto-Bayer sur les semences et les pesticides, les syndicats de salariés, CGT et CFTD, ainsi que le Directeur de Bayer France, sont venus à notre rencontre. Les syndicats ont évoqué leur inquiétude pour leurs emplois face à ce projet de fusion

**Avec d'autres parlementaires, j'ai interpellé la Commissaire à la Concurrence, Madame**

**Vestager, sur le sujet, afin qu'elle diligente une enquête sur la légalité d'une telle fusion.**



## Projection débat autour de « Toni Erdmann », film lauréat du Prix Lux

Dans le cadre des 18<sup>e</sup> Rencontres des Cinémas d'Europe organisées par la Maison de l'Image d'Aubenas, les trois films finalistes au prix Lux (prix cinématographique décerné par le Parlement européen, 10<sup>e</sup> édition cette année) ont été projetés en présence des eurodéputés. J'ai eu la chance de participer à la projection débat du film «Toni Erdmann»,

de Maren Ade, un film drôle et poignant et qui met en exergue l'Europe à deux vitesses et les dérives de la mondialisation. C'est ce film que le Parlement européen a décidé de récompenser du Prix Lux ! De façon générale, le Prix LUX du cinéma se concentre sur les valeurs fondamentales de l'Union européenne comme la lutte contre la pauvreté,

le besoin de combattre la violence à l'égard des femmes et l'intégration de communautés vulnérables. Le Prix LUX du Parlement européen vise aussi à promouvoir la diffusion du cinéma européen, rendre les films accessibles à un public plus large et encourager le débat sur les valeurs et les questions sociales à travers l'Europe.



## Le « chant des bâtons » à Notre-Dame des Landes

J'étais présente samedi 8 octobre à la manifestation contre l'aéroport de Notre-Dame des Landes, pour la préservation des terres fertiles et du bocage nantais, contre l'entêtement du gouvernement à vouloir faire passer en force un projet inutile, écologiquement

aberrant et en contradiction complète avec l'accord de Paris (COP21) pour répondre à la crise climatique. En espérant que ce projet soit définitivement enterré le plus vite possible.

## Participation à la manifestation contre l'A45 : stop au bétonnage et à un projet inutile et coûteux !

L'A45 est un projet d'autoroute pour relier l'agglomération lyonnaise à Saint-Étienne ; le tracé est parallèle à l'autoroute existante (gratuite) et traversera des centaines d'hectares de terres agricoles... Laurent Wauquiez,

président du Conseil régional Auvergne Rhône Alpes a choisi de bétonner plutôt que de préserver les terres agricoles et développer le TER entre Lyon et Saint-Étienne, en versant 845 millions d'euros à Vinci ! Je me

suis mobilisée, avec les associations de riverains et d'agriculteurs et les élus régionaux écologistes, contre ce projet inutile, coûteux et démesuré.



## Soutien aux faucheurs volontaires en Ardèche suite aux actions contre le Round'up

Au niveau européen, je me mobilise contre le glyphosate (cf. l'article page 2-3), et il était important pour moi d'être devant le Tribunal de Privas, aux côtés des faucheurs volontaires, poursuivis pour avoir dégradé

des bidons de Round-up dans des jardinerie, afin de protester contre son impact sur l'environnement et la santé. Le délibéré a été rendu début novembre et prévoit une amende avec sursis, ce qui est une victoire !

L'action des faucheurs a permis de mettre la lumière sur les dangers de la substance active du Round'up, le glyphosate, et de continuer d'alerter le grand public et les autorités. Bravo à eux !



## Visite de terrain en Corse au sujet de l'environnement et la biodiversité de l'île de beauté

Sensible à la bonne utilisation des fonds européens, j'ai pu visiter deux sites en Corse qui ont bénéficié du programme Life pour la préservation de l'environnement. Mon passage en Corse fut aussi l'occasion d'interpellier les autorités sur l'avancement de xylella fastidiosa, une réelle menace pour les oliviers corses... et de les interroger sur le projet de décharge d'Albitreccia, non loin d'Ajaccio. En matière de gestion des déchets, il faut le répéter, c'est un tryptique qu'il faut appliquer : réduction à la source, réutiliser en réparant, et recycler... plutôt que d'enfourer et de menacer l'environnement.



Une salle comble au Festival de l'Albenc pour parler du livre que j'ai co-écrit : «Le racket des laboratoires pharmaceutiques»

## Pour un accès facilité aux médicaments en Europe !

J'organisais le 30 novembre dernier un colloque au Parlement sur l'accès aux médicaments. En présence d'ONG, de la Commission et de l'EMA, j'ai réaffirmé l'importance de défendre un prix juste du médicament et de questionner les dérives en matière de brevets. Au cours des dernières décennies, la

protection de la propriété intellectuelle a été renforcée et ceci pose un problème pour l'arrivée des génériques sur le marché. Sachant, qu'en outre, certains laboratoires abusent en faisant des ententes pour retarder la mise sur le marché de ces génériques.

Nous avons aussi abordé la transparence sur les essais cliniques, un sujet d'une brûlante actualité quand on voit le cas de l'essai de Rennes en France où l'opacité la plus totale règne avec la complicité de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

## Visites de groupes au Parlement européen

N'oubliez pas que les eurodéputés peuvent accueillir les citoyens au Parlement européen, à Strasbourg ou à Bruxelles ! En fonction de mon agenda, je vous accueillerai

avec plaisir et vous expliquerai mon rôle au sein du Parlement et les dossiers chauds du moment ! N'hésitez pas à contacter Justine ARNAUD pour toute question à ce sujet

## Manifestation devant l'Ambassade du Japon pour les victimes de Fukushima

J'ai participé avec Yannick Jadot et Yves Cochet fin octobre à un rassemblement organisé par le DAL et le Réseau Sortir du Nucléaire de solidarité avec les victimes de la catastrophe de Fukushima en tant que fondatrice de la CRIIRAD ayant été sur la zone contaminée de Fukushima à plusieurs reprises (notamment pour aider à la mise en place d'un laboratoire indépendant sur la radioactivité au Japon). En effet, le gouvernement japonais veut obliger les habitant(e)s de Fukushima à retourner en zone irradiée. En mars 2011, suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima, près de 100 000 habitant(e)s ont été évacué(e)s. Alors que la centrale ravagée continue de

déverser sa radioactivité, le gouvernement japonais, farouchement pro-nucléaire, veut donner l'illusion d'un retour à la normale. Les personnes déplacées reçoivent une compensation mensuelle autour de 100 000 yens par mois (725€), souvent le seul revenu de ces familles qui ont tout perdu dans la catastrophe. Certaines vivent dans des logements provisoires préfabriqués. Les autorités nippones veulent contraindre ces habitant(e)s à retourner vivre dans les zones irradiées. Elles veulent ainsi prouver au monde entier que le Japon peut accueillir les Jeux olympiques en 2020, que tout danger est écarté et qu'il n'y a plus de risque d'irradiation.

## La CRIIRAD a besoin de vous !



Avec la baisse des subventions régionales, le laboratoire CRIIRAD, que j'ai co-fondé en 1986 et qui a dénoncé le passage du nuage de Tchernobyl, est en difficulté financière ; si vous pouvez aider cette association indépendante de mesure de la radioactivité, ce sera un plus pour la transparence en matière de nucléaire ! Don en ligne : <http://www.criirad.org/appel-dons/appel-a-dons.html>

## RÉCLAMES !

Qu'est-ce qu'on attend ?

Marie-Monique Robin signe un documentaire sur les solutions à mettre en œuvre pour vivre mieux et durable !

« La fille de Brest » ou l'histoire du combat d'Irène Frachon pour révéler le scandale du Mediator

Le film d'Emmanuelle Bercot sorti fin novembre «La fille de Brest» retrace le combat de la courageuse lanceuse d'alerte Irène Frachon, amie et associée à notre opération Mains propres sur la santé, pour révéler le scandale sanitaire du Mediator. Je participerai à ses côtés à 2 projections débat du film dans les mois à venir.

« Irrintzina, Le cri de la génération climat » à voir en salles à partir de mars

J'ai soutenu le projet de ce film qui raconte l'émergence du mouvement pour la justice climatique *Alternatiba*. Ce documentaire est le « récit puissant qui raconte comment des centaines de personnes ont travaillé pendant des mois pour construire et réussir une mobilisation climat digne de ce nom malgré un contexte très dur d'état d'urgence post attentats. Il nous reste peu de temps pour éviter de tomber dans le chaos climatique. Il faut que le récit de cette mobilisation pour l'urgence climatique se propage afin que nous soyons de plus en plus nombreux à réagir face à l'urgence climatique et ses causes. »



## Colloque au Parlement européen avec le Professeur Belpomme

Comment naissent vraiment les maladies ? Pourquoi se développent-elles de manière considérable depuis plus de 20 ans ? Pourquoi touchent-elles de plus en plus les jeunes ? Et surtout, que faire pour les éviter et mieux les soigner ? Cancer, obésité, diabète, allergies, maladies cardio-vasculaires, maladie d'Alzheimer, autisme, sans compter les nombreuses pathologies émergentes comme l'hyperfécondité, les intolérances alimentaires, l'électro-hypersensibilité, sont autant de fléaux de santé publique que la médecine contemporaine peine à maîtriser. J'ai accueilli le Professeur Belpomme le 19 octobre pour une conférence au Parlement européen afin qu'il nous éclaire sur les réponses à ces questions grâce au fruit de ses récentes recherches. Pour les curieux, vous pourrez en savoir plus en lisant son livre : «*Comment naissent les maladies... et que faire pour rester en bonne santé*» (aux éditions Les Liens qui libèrent)

## Salon du livre et de l'alerte à la Maison des Métallos

J'étais présente le 26 novembre aux côtés de Irène Frachon et d'Hervé Kempf notamment au premier débat de cette heureuse initiative lancée par Daniel Ibanez, pour délivrer l'alerte et reconnaître le rôle de ces héros ordinaires que sont les lanceurs d'alerte, ces sentinelles du bien commun et de l'intérêt général.

À l'heure où tous les médias parlent de la protection des lanceurs d'alertes, des procès dits LuxLeaks ou Tefal, de l'absence de procès Servier/Mediator, de l'indiscutable alerte environnementale et climatique, le salon « Des Livres et de l'Alerte », en présence de lanceuses et lanceurs d'alerte, de citoyens vigilants, de journalistes et de personnalités, a permis de présenter ce qui s'écrit et se publie, de permettre la rencontre d'auteurs rigoureux avec le monde de l'édition, de réfléchir à ce qui entoure le lancement de l'alerte.

Sortie le Lundi 20 février d'un livre coordonné par l'ONG *l'Europe des Citoyens*, qui résulte de dialogues avec les eurodéputés Françoise GROSSETETE, Nathalie GRIESBECK et Édouard MARTIN

Le même jour aura lieu un Colloque à l'Assemblée nationale intitulé « Une nouvelle feuille de route politique pour l'Europe » – infos sur [www.leuropeDESCIToyens.org](http://www.leuropeDESCIToyens.org)



Lors d'un événement que j'ai organisé sur l'accès aux médicaments



Rencontre avec le directeur de l'Agence Française du Développement



De passage à Lyon, j'ai eu l'immense honneur de rencontrer le maire d'Alep-Est, les mots n'étaient pas assez forts pour lui dire tout mon soutien



Conférence du Professeur Belpomme autour de son livre intitulé « Comment naissent les maladies »



Super Halle Oullins : un super lieu pour trouver des produits bio et locaux



POUR SAUVEGARDER LES SERVICES NI TAFTA NI...  
Traité TAFTA, c'est toujours non !



Une joyeuse séance de dédicaces